



Assemblée générale

Distr. générale
4 novembre 2016
Français
Original : anglais

Soixante et onzième session

Point 134 de l'ordre du jour

Budget-programme de l'exercice biennal 2016-2017

Projet de restructuration de la présence du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme dans les régions : pour une mise en œuvre plus efficace et plus rationnelle de la résolution [48/141](#) de l'Assemblée générale

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

I. Introduction

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général intitulé « Projet de restructuration de la présence du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme dans les régions : pour une mise en œuvre plus efficace et plus rationnelle de la résolution [48/141](#) de l'Assemblée générale » ([A/71/218](#) et Corr. 1). À cette occasion, il a rencontré des représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni des éclaircissements et des compléments d'information, avant de lui faire parvenir des réponses écrites qu'il a reçues le 7 octobre 2016.

2. Le Comité consultatif rappelle que le Secrétaire général avait initialement proposé une restructuration de la présence du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à l'échelon des régions, dans le cadre du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017 (voir [A/70/7](#), par. VI. 6 à VI.12). Le Comité avait alors pris acte de l'intention du Secrétaire général de renforcer la présence du Haut-Commissariat sur le terrain et avait émis l'opinion qu'une proposition plus claire et plus détaillée devait être soumise à l'examen de l'Assemblée générale. Dans sa recommandation relative, le Comité a indiqué que la proposition révisée devait préciser, notamment : a) le lieu et la couverture géographique de chaque pôle; b) une analyse de la charge de travail prévue et le tableau d'effectifs nécessaire, sur la base des besoins propres à chaque site; c) une structure claire des chaînes hiérarchiques qui garantisse l'application du principe de responsabilité et la division du travail entre les bureaux de pays, les bureaux régionaux et sous-régionaux, le cas échéant, et les divisions et services du siège;



d) des prévisions de coûts détaillées, concernant les dépenses afférentes aux postes et aux autres ressources nécessaires, aussi bien renouvelables que non renouvelables, ainsi que les éventuelles contributions versées par les futurs pays hôtes (ibid., par. VI.12). L'Assemblée générale a approuvé les conclusions et recommandations du Comité et prié le Secrétaire général de présenter une proposition révisée concernant la restructuration de la présence du Haut-Commissariat dans les régions (voir résolution [70/247](#), par. 7 et 84).

II. Projet de restructuration de la présence du Haut-Commissariat aux droits de l'homme sur le terrain

3. Le Comité consultatif note que la version révisée de la proposition présentée par le Secrétaire général ([A/71/218](#) et Corr.1) fournit des informations détaillées sur un certain nombre de questions, comme l'avait demandé le Comité. Le Secrétaire général, qui confirme sa démarche globale en ce qui concerne la restructuration, propose de renforcer six bureaux régionaux du HCDH et d'en établir deux nouveaux. Il souligne, par ailleurs, que la restructuration proposée ne comporte pas d'incidences financières, le renforcement des structures présentes sur le terrain étant compensé par le transfert de postes de Genève à des lieux d'affectation moins coûteux et la suppression de postes d'agent des services généraux à Genève.

4. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que la nouvelle proposition n'entraînait aucune modification des fonctions, des programmes ou des mandats du Haut-Commissariat et qu'elle portait uniquement sur des questions budgétaires et de gestion. Les seuls postes touchés relèvent du sous-programme 3 (Services consultatifs, coopération technique et activités hors Siège) du chapitre 24 du budget-programme. À cet égard, le Comité a été informé que la proposition n'affecterait pas les postes liés à l'examen périodique universel.

Sites et couverture géographique

5. Les sites et la couverture géographique envisagés dans la proposition sont précisés aux paragraphes 19 à 29 du rapport. La restructuration est projetée comme suit :

- a) Renforcement de six bureaux régionaux : Addis-Abeba; Bangkok; Beyrouth; Bruxelles; Dakar; Panama;
- b) Création de deux bureaux régionaux : Istanbul et Washington;
- c) Transformation de quatre autres bureaux régionaux en bureaux sous-régionaux: Bichkek; Pretoria; Santiago; Suva;
- d) Création d'un bureau auxiliaire supplémentaire pour les Caraïbes à la Barbade.

6. À cet égard, le Comité consultatif, qui a demandé des précisions, a été informé qu'aucune modification de l'emplacement des bureaux régionaux existants ne serait proposée. Par ailleurs, la proposition tenait compte de facteurs tels que : la capacité du haut-Commissariat de mener ses activités sur la base de la résolution [48/141](#) de

l'Assemblée générale¹; la présence de commissions régionales et d'autres centres des Nations Unies, ainsi que d'organisations intergouvernementales et d'organisations régionales; des considérations de coût; et la facilité d'accès au niveau de la région et par rapport au siège à Genève. Le Comité a également été informé que les privilèges et immunités relatifs à chaque bureau régional étaient définis dans le cadre d'accords de sièges et que les gouvernements hôtes potentiels des deux nouveaux bureaux régionaux et du Bureau sous-régional proposés avaient été consultés et avaient marqué leur accord de principe concernant la proposition. **Dans l'ensemble, le Comité juge utile la proposition du Secrétaire général visant à renforcer la présence sur le terrain du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.**

7. Le Comité consultatif relève un défaut de cohérence dans l'utilisation de certains termes apparaissant dans le rapport. Ainsi, les termes « bureau auxiliaire » et « bureau sous-régional » semblent être utilisés indistinctement tout au long du rapport, de sorte qu'il est difficile d'établir une distinction claire entre les différentes entités opérationnelles de la structure du Haut-Commissariat sur le terrain. Il ressort également du rapport que la présence du Haut-Commissariat dans les pays englobe les bureaux de pays, les composantes droits de l'homme des missions de maintien de la paix et les Conseillers pour les droits de l'homme déployés dans les équipes de pays des Nations Unies (A/71/218, annexe I, note de bas de page a). Par ailleurs, l'utilisation des termes « missions de paix » semble renvoyer aux opérations de maintien de la paix et aux missions politiques spéciales sur le terrain. À cet égard, le Secrétaire général précise que les chefs des composantes droits de l'homme continueront d'avoir un double rapport hiérarchique avec le chef de la mission et le Haut-Commissaire (ibid., par. 46). Il souligne aussi que les chefs des bureaux régionaux sont responsables des résultats des structures du Haut-Commissariat de leur région (ibid., par. 38).

Chaîne hiérarchique

8. Les paragraphes 30 à 48 du rapport donnent un aperçu de la chaîne hiérarchique et du tableau d'effectifs prévus dans le cadre de la proposition.

9. Le Secrétaire général indique que les bureaux régionaux fourniront un appui global aux bureaux sous-régionaux, aux bureaux de pays, aux conseillers pour les droits de l'homme et aux autres structures sous-régionales du Haut-Commissariat. Les chefs des bureaux régionaux, qu'il est proposé de nommer à la classe D-1 (voir les par. 22, 26 et 27 ci-dessous) feront office de représentants du Haut-Commissariat dans leurs régions respectives et feront directement rapport au Directeur de la Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique (D-2) en poste au siège du Haut-Commissariat à Genève. Pour leur part, les chefs des bureaux sous-régionaux et les chefs des bureaux de pays du Haut-Commissariat feront rapport à leurs bureaux régionaux respectifs. D'autre part, les conseillers pour les droits de l'homme déployés auprès des équipes de pays des Nations Unies continueront de faire rapport au coordonnateur résident en sa qualité de premier notateur et au chef du bureau régional compétent en sa qualité de deuxième notateur. En outre, les chefs du Centre sous-régional des droits de l'homme et de la démocratie en Afrique centrale, à Yaoundé, et du Centre de formation et de

¹ Dans sa résolution 48/141, l'Assemblée générale a créé le poste de Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et défini les responsabilités du Haut-Commissaire.

documentation des Nations Unies sur les droits de l'homme pour l'Asie du Sud-Ouest et la région arabe, à Doha, tous deux établis par des résolutions de l'Assemblée générale, feront rapport au chef du Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale et au chef du Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, respectivement.

10. Le Comité consultatif note cependant que les chefs des composantes droits de l'homme des opérations de maintien de la paix et des missions politiques spéciales sur le terrain conserveront la double chaîne hiérarchique du chef de mission et du Haut-Commissaire. Il n'y aura donc pas de lien hiérarchique direct entre ces composantes et les composantes régionales respectives.

11. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé qu'aucun niveau supplémentaire de supervision ne serait mis en place à la suite cette restructuration et a reçu un graphique indiquant, en termes généraux, les chaînes hiérarchiques susmentionnées (voir annexe I).

Nouveaux lieux d'implantation

12. Le Secrétaire général indique que le nouveau Bureau régional pour l'Europe orientale et l'Asie centrale à Istanbul desservira 18 États, ainsi que le Kosovo², quatre États devant être pris en charge par un bureau auxiliaire en Asie centrale, à Bichkek, où se trouve actuellement un bureau régional³. Ayant demandé des précisions, le Comité a été informé que l'emplacement d'Istanbul avait été sélectionné parce que considéré comme un pôle des Nations Unies réunissant le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme, le FNUAP et d'autres entités déjà présentes et en raison de la disponibilité de liaisons de transport régionales.

13. Tout en ne s'opposant pas à la sélection d'Istanbul comme siège du nouveau Bureau régional pour l'Europe orientale et l'Asie centrale, le Comité consultatif estime que cette sélection aurait pu être mieux justifiée.

14. Il est également proposé de créer un Bureau régional pour l'Amérique du Nord et les Caraïbes à Washington, qui sera appuyé par un nouveau bureau sous-régional pour les Caraïbes à la Barbade. Le Bureau régional de Washington desservirait 17 États de la région⁴. Sur ces 17 États, 15 seraient directement appuyés par le

² Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le Bureau régional pour l'Europe orientale et l'Asie centrale couvrirait les 18 États suivants : Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Fédération de Russie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Monténégro, Ouzbékistan, République de Moldova, l'ex-République yougoslave de Macédoine, Serbie, Tadjikistan, Turkménistan, Turquie, Ukraine et Kosovo (dans le cadre de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité et quel que soit le statut du Kosovo). Le bureau sous-régional de Bichkek apporterait un appui direct à quatre États (Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan et Turkménistan) et le bureau régional d'Istanbul aux 14 États restants et au Kosovo.

³ Dans le cadre des dispositions de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité et sans préjudice du statut du Kosovo.

⁴ Le bureau régional pour l'Amérique du Nord et les Caraïbes appuiera 17 États. La majorité de ces États – soit 15 – seront appuyés par le bureau auxiliaire des Caraïbes. Le Comité consultatif a été informé qu'une la couverture régionale serait assurée pour les pays suivants : Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Canada, Dominique, États-Unis d'Amérique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, République dominicaine, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname et Trinité-et-Tobago.

Bureau sous-régional qu'il est proposé d'établir dans les Caraïbes. Le Secrétaire général indique que le principal facteur ayant déterminé la sélection de Washington comme siège de ce bureau régional est la présence d'institutions financières internationales, telles que le Fonds monétaire international et le Groupe de la Banque mondiale, ainsi que de l'Organisation des États américains et de la Commission interaméricaine des droits de l'homme. En outre, des organisations régionales et mondiales actives dans le domaine des politiques et de la défense des droits de l'homme sont basées à Washington, tout comme l'Organisation panaméricaine de la santé et des bureaux de liaison du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida et le Fonds des Nations Unies pour la population.

15. S'agissant de la question de savoir si le Bureau de New York pourrait assumer des responsabilités plus importantes, le Comité consultatif, qui s'en est enquis, a été informé que le Bureau du Haut-Commissariat à New York concentrait son action sur les interactions avec l'Assemblée générale des Nations Unies et les interlocuteurs au sein du Secrétariat de l'ONU et non pas sur le travail interactif permanent requis pour l'instauration de partenariats effectifs avec les différentes entités à Washington. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le Bureau de New York comptait actuellement 33 postes et emplois de temporaire, dont 18 postes financés au moyen du budget ordinaire, 10 emplois de temporaire financés par des ressources extrabudgétaires, et 5 emplois de temporaire financés à l'aide du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix.

16. À cet égard, le Comité, qui a demandé des précisions, a été informé que le personnel du Haut-Commissariat avait effectué 19 voyages à Washington entre avril 2014 et mai 2016 en vue de participer à des tables rondes, à des ateliers, à des conférences et à des réunions bilatérales. Le Comité a toutefois relevé que six de ces voyages avaient été effectués par le Haut-Commissaire ou le Sous-Secrétaire général, qui auraient été tenus d'effectuer ces déplacements, indépendamment de la présence ou non d'un bureau du Haut-Commissariat à Washington.

17. Le Comité consultatif est d'avis que la couverture régionale pour l'Amérique du Nord et les Caraïbes devrait être guidée par les réalités opérationnelles et par des considérations relatives à la charge de travail prévisible.

18. Le Comité consultatif est d'avis que le rapport ne démontre pas une nécessité impérieuse d'établir un bureau du Haut-Commissariat à Washington. Il estime également que les fonctions de liaison pourraient être assumées par le Bureau du Haut-Commissariat à New York, sous réserve d'une évaluation plus approfondie des capacités actuelles du Bureau de New York.

19. Par ailleurs, le Comité consultatif recommande que l'on envisage de mettre en place le Bureau régional pour l'Amérique du Nord et les Caraïbes à la Barbade, en vue de fournir un appui à l'ensemble des 17 États de la région, en assurant à ce bureau la dotation minimale en effectifs de base (1 D-1, 1 P-5, 2 P-4 et 2 P-3) (voir également par. 22).

Charge de travail et structure des effectifs correspondante

20. Les modifications qu'il est proposé d'apporter aux effectifs par suite de la restructuration de la présence du Haut-Commissariat sur le terrain, qui sont présentées dans le tableau 1 du rapport du Secrétaire général, sont les suivantes : a)

une diminution de 21 postes sur les 42 postes inscrits au budget-programme qui sont actuellement établis à Genève; b) une augmentation de 21 postes inscrits au budget-programme établis dans les bureaux régionaux, qui s'ajouteraient aux 27 postes existants.

21. Le Secrétaire général indique que chacun des huit bureaux régionaux serait doté d'un effectif minimum, déterminé en fonction de la charge de travail prévue, complété par des postes rémunérés à l'aide de ressources extrabudgétaires (voir A/71/218, par. 32). Selon le Secrétaire général, un principe fondamental de la répartition des postes serait d'éviter la duplication des fonctions entre les bureaux régionaux, les autres types de présences sur le terrain, la Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique et toute autre partie du HCDH.

22. Dans chacun des huit bureaux régionaux, l'effectif minimum serait constitué de six fonctionnaires dont les postes seraient financés sur les ressources du budget ordinaire (1 D-1, 1 P-5, 2 P-4 et 2 P-3). Le poste de chef de bureau, actuellement classé au grade P-5, serait reclassé au grade D-1. Le chef de bureau serait chargé d'encadrer le personnel et de superviser les activités du bureau régional et de ses bureaux auxiliaires, ainsi que de contrôler toutes les autres présences du Haut-Commissariat dans la région considérée, notamment les bureaux de pays, les conseillers pour les droits de l'homme et les bureaux auxiliaires, et de rendre compte de leurs prestations et résultats (voir également par. 26). À cet égard, le Secrétaire général propose de modifier les effectifs comme suit :

- a) Transfert sur le terrain de 18 postes établis à Genève (2 D-1, 5 P-5, 6 P-4 et 5 P-3);
- b) Reclassement de 9 postes (5 de P-5 à D-1 et 4 de P-3 à P-4);
- c) Suppression de 3 postes d'agent des services généraux (autres classes) à Genève;
- d) Création de 3 postes (1 D-1 et 2 P-5) pour les bureaux régionaux;
- e) Transfert de postes P-2 et de postes d'agent des services généraux (autres classes) dans les groupes chargés des secteurs géographiques à Genève en vue de garantir que le Siège puisse fournir à chaque région un appui comparable.

23. À sa demande, le Comité consultatif a reçu communication des organigrammes indiquant les effectifs du Siège et des bureaux régionaux du Haut-Commissariat tel qu'approuvés pour l'exercice biennal 2016-2017 (annexe II) et la structure des effectifs découlant de la restructuration proposée (annexe III).

24. En ce qui concerne le personnel recruté sur le plan national, le Comité consultatif a été informé, à sa demande, que le personnel d'appui du HCDH sur le terrain était recruté localement par le PNUD ou par la commission régionale compétente au nom du Haut-Commissariat, sur la base d'une autorisation financière. En conséquence, les ressources correspondantes étaient incluses à la rubrique du personnel temporaire et ne figuraient pas dans la structure des effectifs autorisés.

25. En ce qui concerne les transferts susmentionnés de postes vers les bureaux régionaux, le Comité consultatif a été informé, à sa demande, que 35 postes, dont 18 postes financés sur des ressources extrabudgétaires et 17, sur les ressources du budget ordinaire, seraient transférés de la Division des opérations hors Siège et de la

coopération technique à Genève aux bureaux régionaux, ce qui représente 50 % des effectifs actuels de la Division et 6 % du personnel du Haut-Commissariat à Genève. Le Comité a également été informé que la Division des opérations hors Siège et de la coopération technique à Genève, agissant en étroite coordination avec les bureaux régionaux :

- a) Assurerait la coordination, le développement et l'acheminement des conseils stratégiques, des documents d'information et des autres principales communications à la direction du Haut-Commissariat et à d'autres acteurs, en particulier ceux qui ont leur siège à Genève et à New York;
- b) Veillerait à ce que les questions et perspectives intéressant les présences régionales soient bien représentées au sein des équipes spéciales, des mécanismes de crises et autres organes intrainstitutions et interinstitutions;
- c) Mènerait, au niveau opérationnel, des activités de communication, de liaison, de coordination et de représentation auprès des États Membres, des partenaires des Nations Unies, de la société civile et d'autres parties prenantes à Genève.

26. En ce qui concerne la désignation des chefs des bureaux régionaux à la classe D-1, le Comité consultatif a été informé, à sa demande, que les chefs des bureaux régionaux seraient les représentants désignés du Haut-Commissaire, ce qui déboucherait sur la mise au point de grandes orientations et d'une direction stratégique pour que les travaux du Haut-Commissariat dans la région considérée appuient les États Membres, et joueraient un rôle de chef de file pour entretenir et développer des relations au plus haut niveau avec les États Membres de la région. En outre, les chefs de bureau de la classe D-1 joueraient un rôle de chef de file dans la coopération avec les organisations régionales et les entités compétentes des Nations Unies et serviraient de directeurs régionaux du Haut-Commissariat au sein du Groupe des Nations Unies pour le développement. Le Comité a également été informé, après avoir demandé des précisions, que les fonctions qu'il est proposé de transférer de Genève aux bureaux régionaux sont actuellement assumées par les chefs (de la classe D-1) des services géographiques de la Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique. En conséquence, outre le transfert de Genève aux bureaux régionaux de deux postes de D-1 existants, il est proposé de créer un nouveau poste de D-1 et de reclasser cinq postes de P-5 à la classe D-1.

27. Le Comité consultatif reconnaît qu'il est nécessaire que les bureaux régionaux soient dirigés par des fonctionnaires de la classe D-1, y compris dans les lieux d'implantation où ces bureaux sont actuellement dirigés par des fonctionnaires de la classe P-5. Il reconnaît également que les nouveaux chefs D-1 des bureaux régionaux doivent être soutenus par des hauts fonctionnaires de la classe P-5. Il recommande en conséquence d'approuver les modifications proposées des effectifs en ce qui concerne les postes des classes D-1 et P-5.

28. En ce qui concerne les transferts proposés de postes des classes P-4 et P-3, le Comité consultatif recommande de prévoir des emplois de temporaire (autre que pour les réunions) jusqu'à ce que les besoins spécifiques de chaque bureau régional soient mieux établis et que la charge de travail effective puisse être évaluée. Il convient également de garder à l'examen le besoin de maintenir chaque poste établi dans les bureaux régionaux. Le Comité compte que toute mesure de recrutement ou de nomination prise dans le cadre de la

restructuration de la présence du Haut-Commissariat sur le terrain sera conforme aux dispositions réglementaires et procédurales applicables.

29. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que la qualité des données disponibles empêchait de procéder à une estimation plus précise de la charge de travail dans les bureaux régionaux. Il a également été informé que cette charge de travail ne serait pas uniforme et que tous les bureaux n'auraient pas les mêmes priorités, mais qu'un effectif minimum était nécessaire pour accomplir des fonctions de gestion des programmes, d'assistance technique et de renforcement des capacités.

30. Compte tenu de la diversité des environnements opérationnels des différents bureaux régionaux et des difficultés que présente la détermination de leur charge de travail précise, le Comité consultatif est d'avis que l'effectif minimum proposé pour cette nouvelle structure régionale ne devrait pas être constitué selon une formule uniforme. Il conviendra d'ajuster ultérieurement les effectifs pour les adapter aux besoins opérationnels, compte tenu de la charge de travail effective, selon que de besoin.

31. Le Comité consultatif recommande également à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de lui faire rapport sur l'expérience générale acquise dans le cadre de la restructuration, pour examen au plus tard durant la partie principale de sa soixante-quatorzième session.

Incidences financières

32. Les incidences financières de la restructuration proposée sont exposées aux paragraphes 49 à 60 du rapport. Le Secrétaire général indique que la réaffectation des postes et des autres objets de dépense entre Genève et les bureaux régionaux, qui prendrait effet au 1^{er} janvier 2017, serait sans incidence financière. Il précise que dans le cadre du budget ordinaire, l'augmentation de ressources proposée pour les bureaux régionaux, d'un montant de 5 261 300 dollars, serait compensée par une réduction d'un montant équivalent à Genève. En outre, la restructuration proposée serait sans incidence sur les effectifs des bureaux de pays du Haut-Commissariat financés par des contributions volontaires.

33. Le Comité consultatif a été informé que l'estimation des coûts afférents à l'ensemble des postes inscrits au budget ordinaire reposait sur l'hypothèse selon laquelle les taux existants resteraient les mêmes et que l'application d'un taux de vacance de 50 % aux trois nouveaux postes proposés entraînerait une réduction de 277 200 dollars au cours de l'exercice biennal 2016-2017, l'effet décalé de la mesure considérée devant se manifester dans le projet de budget-programme de l'exercice biennal 2018-2019. En ce qui concerne les ressources consacrées aux voyages, le Comité consultatif a été informé, en réponse à ses questions, que les ressources existantes prévues à cette fin au budget ordinaire seraient réparties de façon plus équitable au sein des régions, une diminution des montants affectés aux bureaux auxiliaires devant être compensée par une augmentation des ressources allouées aux bureaux régionaux correspondants, par suite d'une augmentation des dépenses prévues au titre des voyages intrarégionaux. Par exemple, les ressources au titre des voyages affectés à Bichkek seraient partagées avec Istanbul et les ressources affectées à Santiago seraient partagées avec tous les autres bureaux des Amériques.

34. Par ailleurs, le Secrétaire général indique que sont inclus dans le calcul de l'ensemble des ressources cinq postes au Centre sous-régional des droits de l'homme et de la démocratie en Afrique centrale, à Yaoundé, et trois postes au Centre de formation et de documentation des Nations Unies sur les droits de l'homme pour l'Asie du Sud-Ouest et la région arabe, à Doha. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que la structure et les effectifs de ces deux organismes n'auraient pas d'incidence financière. Il a en outre été informé que les deux organismes n'étaient pas pris en considération dans le tableau des incidences financières, lequel exposait la répartition des ressources entre les régions, du fait qu'étant donné la particularité de leur mandat et de la composition de leurs effectifs, ils n'étaient pas visés de ce point de vue par les changements proposés.

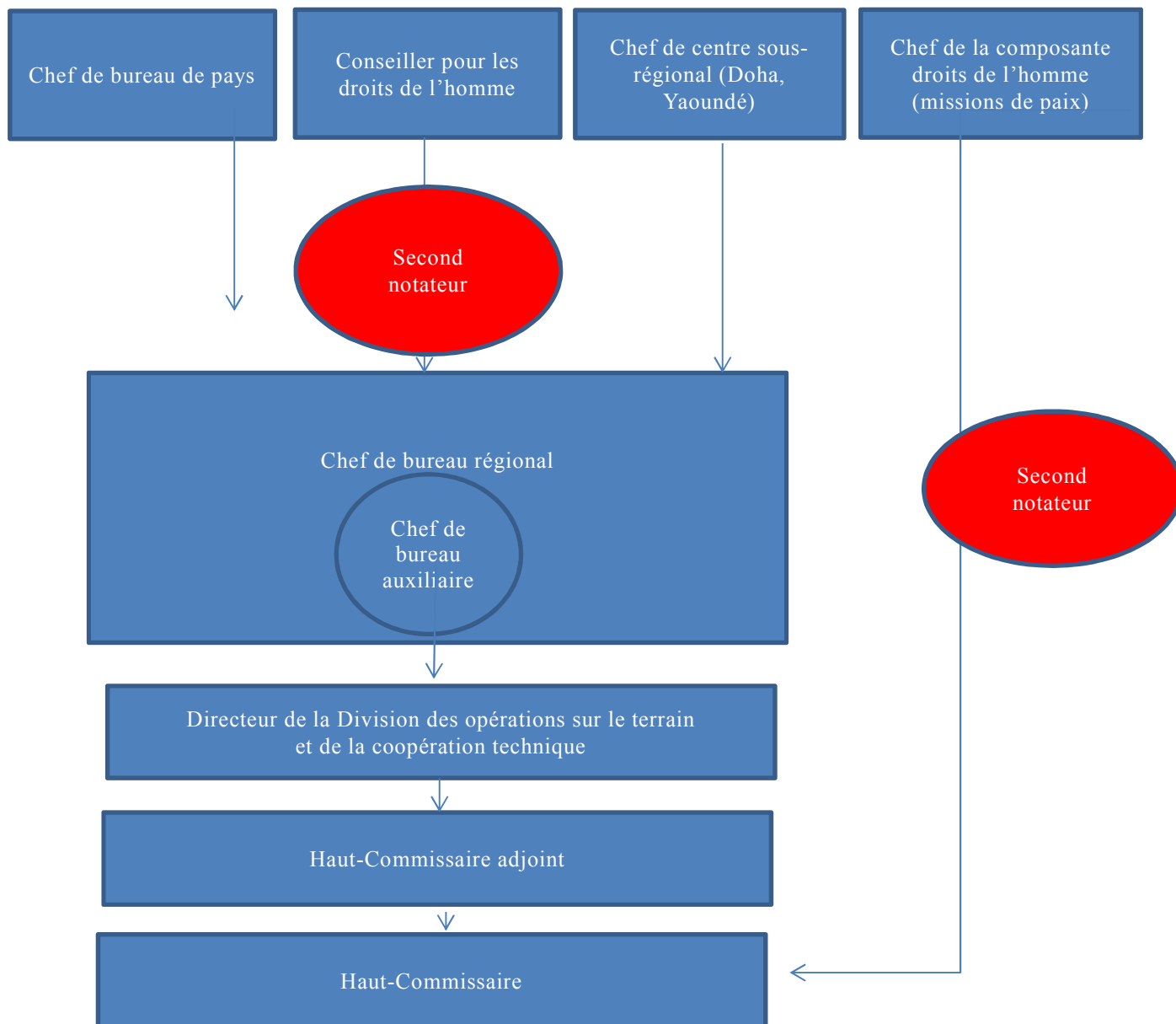
35. En ce qui concerne les contributions actuelles et attendues des pays hôtes, le Comité consultatif a été informé, à sa demande, que le Gouvernement du Sénégal fournissait à titre gracieux un bâtiment pour les locaux du bureau régional du HCDH pour l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest, à Dakar, tandis que les locaux pour d'autres bureaux régionaux devaient être financés au moyen de contributions volontaires non préaffectées. En outre, le Gouvernement panaméen construisait un site pour toutes les entités des Nations Unies présentes au Panama, notamment le Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Le Comité a également été informé que le Haut-Commissariat supposait que les locaux des Nations Unies à Istanbul et à la Barbade, où les pouvoirs publics avaient construit des « maisons des Nations Unies », seraient probablement fournis à titre gracieux par les gouvernements turc et barbadien, et qu'il solliciterait des contributions en nature similaires dans d'autres lieux d'implantation. **Le Comité se félicite de ces contributions.**

36. **Le Comité consultatif relève que le projet de restructuration, tel qu'il est présenté, préserve la neutralité des coûts et demande que ses incidences financières effectives soient exposées dans le rapport à l'Assemblée générale susmentionné (voir par. 31 ci-dessus).**

III. Conclusion

37. **Les décisions que l'Assemblée générale est invitée à prendre à la demande du Secrétaire général sont indiquées aux paragraphes 63 et 64 du rapport.**

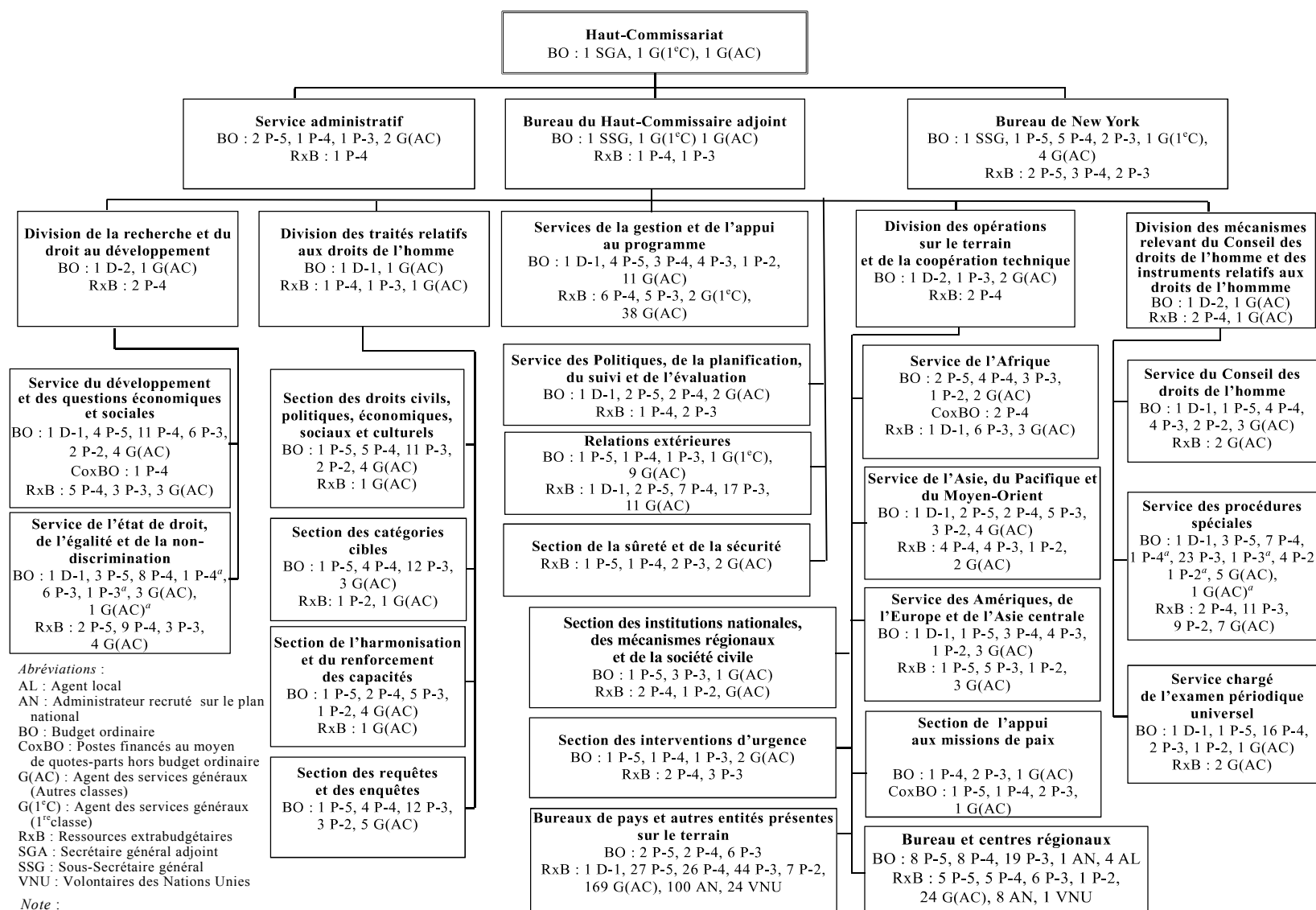
38. **Sous réserve des observations et recommandations qu'il a formulées dans les paragraphes ci-dessus, le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale d'approuver les propositions du Secrétaire général.**

Annexe I**Hiérarchie proposée**

Annexe II

Haut-Commissariat aux droits de l'homme

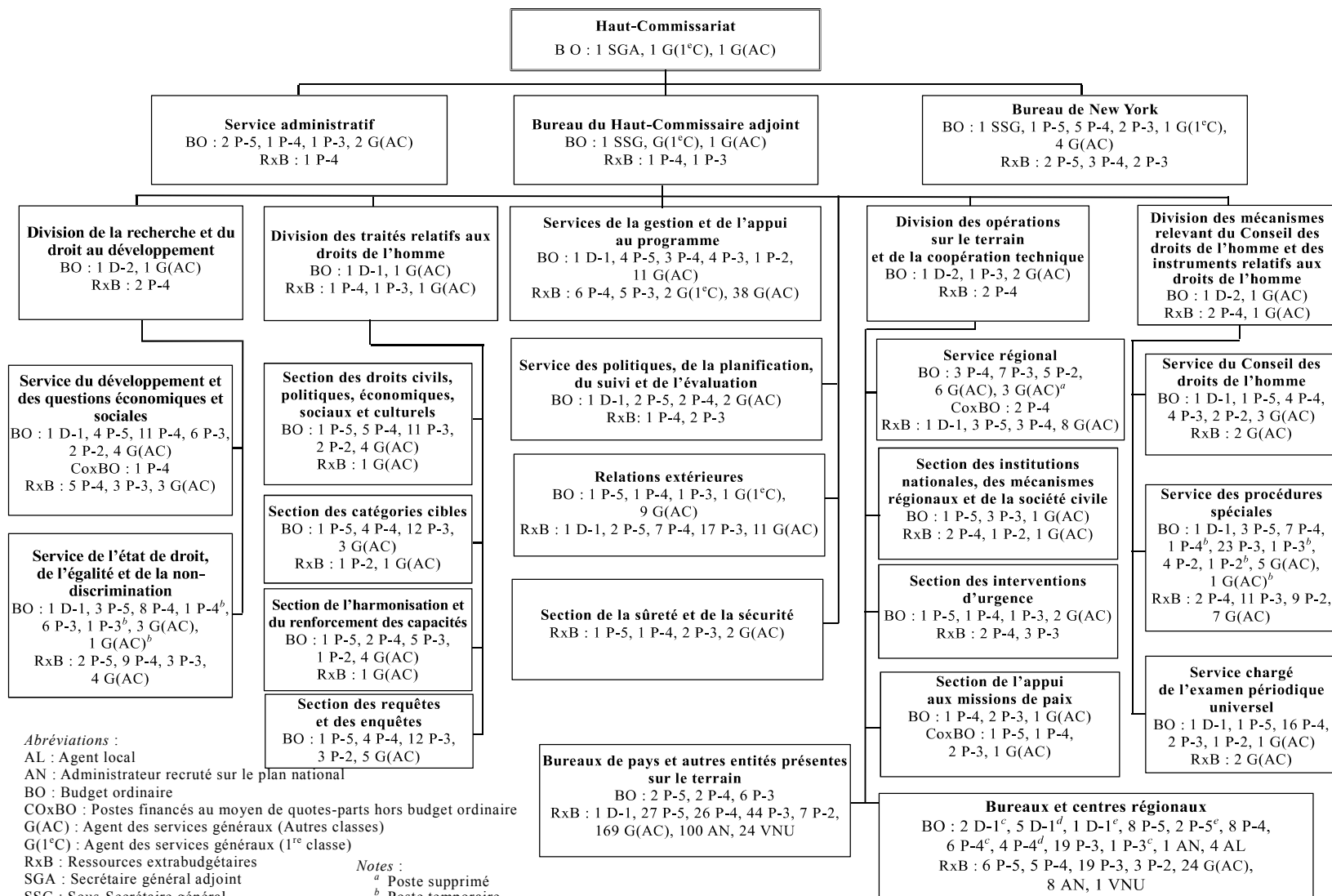
Organigramme approuvé pour 2016/2017



Annexe III

Haut-Commissariat aux droits de l'homme

Organigramme proposé pour 2016-2017 (après restructuration)



Abréviations :

AL : Agent local

AN : Administrateur recruté sur le plan national

BO : Budget ordinaire

COxBO : Postes financés au moyen de quotes-parts hors budget ordinaire

G(AC) : Agent des services généraux (Autres classes)

G(1^{re}C) : Agent des services généraux (1^{re} classe)

RxB : Ressources extrabudgétaires

SGA : Secrétaire général adjoint

SSG : Sous-Secrétaire général

VNU : Volontaires des Nations Unies

Notes :

^a Poste supprimé^b Poste temporaire^c Transfert interne^d Reclassement/transfert^e Nouveau poste